

Le gaz en Suisse: le point sur la sécurité d'approvisionnement

La crise ukrainienne et l'invasion russe en cours soulèvent la question du gaz en Suisse et de sa sécurité d'approvisionnement. En effet, la Russie pourrait fermer son robinet de gaz en guise de rétorsion à d'éventuelles mesures de boycott. Ayant reçu de nombreuses demandes de la part des services publics et des médias à ce propos, l'ASIG a rédigé la mise au point suivante, qu'elle met à disposition des membres ASIG pour leur communication.

La Suisse est très bien intégrée dans le réseau de transport gazier international. C'est un avantage indéniable pour la sécurité d'approvisionnement. Le gazoduc qui traverse la Suisse est exploité depuis 2017 en mode bidirectionnel: le gaz peut être transporté non plus seulement du nord au sud, mais aussi en sens inverse. La Suisse est également bien intégrée au réseau gazier international à l'ouest. Aujourd'hui, les marchés gaziers ont tous accès au gaz naturel liquéfié (GNL). Cette nouvelle capacité ouvre des ressources supplémentaires en termes d'approvisionnement, même si la filière GNL est onéreuse. Le GNL a transformé le marché gazier en marché international, en l'affranchissant des gazoducs régionaux. Du côté de l'UE et des Etats-Unis, le cloisonnement du marché gazier européen face à la Russie pourrait être une option de boycott envisageable. Actuellement, l'Allemagne a ajourné la certification du gazoduc Nord Stream 2. Mais le scénario inverse est aussi envisageable: la Russie pourrait elle aussi fermer son robinet de gaz. L'Industrie gazière met tout en œuvre pour se préparer à de tels scénarios.

En 2009 déjà, la crise gazière Ukraine-Russie avait poussé l'UE à dynamiser sa gestion de crise en exigeant de ses Etats membres qu'ils préparent des plans de prévention des risques et des plans d'intervention en cas d'urgence. La Suisse avait suivi le mouvement européen en établissant les plans nécessaires pour améliorer la sécurité d'approvisionnement en cas de crise. La Suisse n'a pas de stockage gazier à grande échelle. Elle achète le gaz dans les pays limitrophes. Gaznat est partie prenante au stockage gazier français d'Etretz, près de Lyon. La Suisse et la France ont conclu un accord en vertu duquel les deux Etats s'engagent à traiter de manière non discriminatoire les clients finals tant du côté suisse que du côté français et à garantir à Gaznat des réserves de gaz dans les stockages souterrains de France. La Suisse bénéficie en plus d'un atout infrastructurel pour sa sécurité d'approvisionnement: bon nombre d'installations industrielles sont bi-énergies, même si en soi, les clients bi-énergies ne peuvent que peu aider à détendre la situation, compte tenu du contexte énergétique. La Suisse dispose tout de même de stocks obligatoires de mazout équivalant à la consommation de gaz naturel des installations bi-énergies pendant quatre mois et demi.

Comme la Commission européenne l'a communiqué vers mi-février, des efforts considérables ont déjà été déployés pour atténuer le risque éventuel de pénurie. Parmi les mesures en question, l'UE s'est approchée des exportateurs majeurs de GNL pour compléter l'approvisionnement des quelque 40 terminaux méthaniers européens. Le 22 février, la Commission européenne a réaffirmé qu'elle considère l'approvisionnement en gaz comme étant assuré en dépit du conflit touchant l'Ukraine. Les stockages gaziers de l'UE sont actuellement remplis à hauteur de 30 pour cent environ. Selon la Commission européenne, plusieurs pays seraient susceptibles d'augmenter leur fourniture de gaz liquéfié à l'UE – p. ex. les Etats-Unis, le Qatar, l'Azerbaïdjan, l'Egypte, le Nigeria, la Norvège. La situation actuelle a provoqué une

hausse des prix du gaz, mais l'approvisionnement physique de la Suisse en gaz n'est actuellement pas menacé.

ASIG/24.02.2022